

<b>DEPARTEMENT</b>
OISE
<b>CANTON</b>
THOUROTTE
<b>COMMUNE</b>
Ribécourt-Dreslincourt

REPUBLIQUE FRANÇAISE

824

LIBERTE – ÉGALITE – FRATERNITE

ARRETE DU MAIRE

N° 2024-292

**ARRETÉ TEMPORAIRE PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC, RESTRICTION DE CIRCULATION, INTERDICTION  
D'ARRET ET DE STATIONNEMENT DES VÉHICULES ET INTERDICTION  
DE CIRCULATION DES PIÉTONS SUR LE TROTTOIR DEVANT LE 388,  
AVENUE MONTESQUIEU**

Nous, **Jean-Guy LÉTOFFÉ**, Maire de la Ville de Ribécourt-Dreslincourt ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212.1, L.2212.2, L.2213.1, L.2213.2 et L.2213.3 ;

**Vu** les arrêtés interministériels du 22.10.1963 modifiés et du 24.11.1967 relatifs à la signalisation routière et l'article R.225 du Code de la Route ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8 et R 411.25 à R 411.28, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.12 ;

**Vu** le nouveau Code Pénal et plus particulièrement l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 ;

**Vu** le Code l'Environnement, notamment les articles R. 554-1 et suivants ;

**Vu** le Décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

**Vu** l'arrêté général traitant du stationnement et de la circulation sur la Commune en date du 30 décembre 2003 ;

**Vu** l'intérêt général ;

**Vu** l'arrêté municipal n°2024-253 du mercredi 09 octobre 2024 délivré à Monsieur [REDACTED] représentant la SARL CLAUDE TESTE (mandatée par la SICAE) portant autorisation d'occupation du domaine public et réglementant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules ainsi que la circulation des piétons au niveau du 388, avenue Montesquieu du lundi 14 au lundi 28 octobre 2024 dans le cadre de la pose d'un câble électrique sous trottoir ;

MIS EN SERVICE LE 03/12/2024

J. al

Vu la demande du jeudi 28 novembre 2024 par laquelle la société susvisée sollicite une nouvelle autorisation du lundi 02 au vendredi 06 décembre 2024, en raison d'un report de date suite à une impossibilité technique ;

**Considérant** que cette intervention et la libre circulation, le libre arrêt et stationnement des véhicules à hauteur du n°388, avenue Montesquieu sont incompatibles ;

**Considérant** que cette opération et la libre circulation des piétons sur le trottoir situé devant le n°388, avenue Montesquieu, aux abords du chantier sont incompatibles ;

**Considérant** qu'il est indispensable de prendre des mesures pour assurer la sécurité et prévenir les accidents qui pourraient se produire lors de cette intervention ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale, en vertu de ses pouvoirs de Police Générale, d'assurer la sûreté, la commodité du passage, la sécurité et la salubrité publique dans la Commune en prescrivant les mesures portant réglementation sur la circulation, l'arrêt et le stationnement de la voie publique ;

### **ARRETONS :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent arrêté déroge, pendant la durée de l'intervention, dans la limite des panneaux de signalisation avenue Montesquieu, à l'article 27 de l'arrêté général traitant du stationnement et de la circulation sur la Commune en date du 30 décembre 2003.

**Article 02** : Aux droits de l'intervention précitée, **du mardi 03 au vendredi 06 décembre 2024**, la SARL CLAUDE TESTE représentée par Monsieur [REDACTED], située 17, rue de la Tour Roland à LASSIGNY (60310), sera autorisée à occuper le domaine public sur le trottoir et demi-chaussée à hauteur du n°388, avenue Montesquieu, dans le cadre de l'opération susmentionnée, conformément aux prescriptions émises dans les articles ci-dessous.

**Article 03** : Aux droits du chantier précité, **du mardi 03 au vendredi 06 décembre 2024**, la circulation, le libre arrêt et stationnement de tous les véhicules sauf ceux des services d'incendie, de secours, de police, de gendarmerie, des ambulanciers, des médecins et de la société CLAUDE TESTE pourront subir en tout ou partie, la restriction et l'interdiction mentionnées ci-dessous :

- Circulation alternée sur demi-chaussée suivant le périmètre du chantier ;
- Arrêt et stationnement interdits dans la limite des panneaux de signalisation ;
- Vitesse maximale autorisée de 30 km/h.

**Article 04** : Aux droits de l'intervention susvisée, **du mardi 03 au vendredi 06 décembre 2024**, la circulation des piétons sera interdite sur le trottoir devant le n°388, avenue Montesquieu (aux abords du chantier), dans la limite des panneaux de signalisation.

**Article 05** : Le trottoir situé de l'autre côté de la chaussée sera emprunté par les usagers, pendant la durée de l'opération.

**Article 06** : Un périmètre de sécurité sera mis en place autour de la zone d'intervention, par la société chargée des travaux.

**Article 07** : L'opération sera signalée en amont et en aval des travaux par les agents de la société CLAUDE TESTE.

**Article 08** : La pose, le maintien (de jour comme de nuit) et le retrait des panneaux et feux de signalisation réglementaires seront effectués par les agents de la société susvisée.

**Article 09** : Les panneaux de signalisation seront conformes à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté et le périmètre de sécurité mis en place par la société sera adapté à la configuration des lieux.

**Article 10** : La société CLAUDE TESTE sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

**Article 11** : Dès l'achèvement de l'opération, les agents de la société susvisée devront enlever les débris, nettoyer et remettre en état à leurs frais les dommages résultant de leurs interventions.

**Article 12** : Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 13** : Toutes dégradations éventuelles de la voirie et d'une manière générale d'éléments du domaine public communal seront à la charge de l'intervenant.

**Article 14** : Les autorisations et demandes préalables mentionnées aux articles R 554 - 20 et suivants du code de l'Environnement seront réalisées avant le début des travaux.

**Article 15** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 16** : Monsieur le Directeur Général des Services de Ribécourt-Dreslincourt, Monsieur l'Adjudant-Chef Commandant la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Ribécourt-Dreslincourt et Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de Ribécourt-Dreslincourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 17** : Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- . Monsieur le Capitaine Commandant le Centre de Secours Cantonal de Thourotte,
- . Monsieur l'Adjudant-Chef Commandant la Brigade de Gendarmerie de Ribécourt-Dreslincourt,
- . Monsieur [REDACTED] représentant la SARL CLAUDE TESTE,
- . La SICAE,
- . Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de Ribécourt-Dreslincourt,
- . Les Services Techniques Municipaux,
- . Archives.

Ribécourt-Dreslincourt, le lundi 02 décembre 2024

**Jean-Guy LÉTOFFÉ**  
Maire



**PAGE ANNULEE**